

EXAMENS DU DEUXIÈME TRIMESTRE POUR LES CLASSES DE TERMINALE

Le choix est laissé à l'appréciation des directeurs des établissements

Les élèves des classes de terminale passeront-ils les examens du deuxième trimestre? Le ministère de l'Education nationale a laissé les directeurs des établissements décider de la formule adéquate.

Salima Akkouche - Alger (Le Soir) - Le deuxième trimestre s'achève et les élèves devront être en vacances à partir d'aujourd'hui. Cependant, la grève illimitée déclenchée par le syndicat du Cnapeste depuis le 16 février dernier a perturbé de nombreux établissements scolaires.

Ainsi, des milliers d'élèves notamment des classes de terminale n'ont pas encore passé leurs examens du deuxième trimestre. Ces derniers sont toujours dans l'incertitude à propos du déroulement des examens. Auront-ils lieu ou seront-ils zappés? «La question des examens

a été laissée à l'appréciation des directeurs des établissements», a souligné M. Cherfaoui, chargé de communication au ministère de l'Education.

Benghebrit a d'ailleurs indiqué dans une récente déclaration que ce qui importe, c'est plutôt le rattrapage des cours. L'application de la fiche d'évaluation annoncée au début de la rentrée scolaire a été annulée pour cette année.

Le ministère de tutelle a également donné l'autonomie aux directeurs de wilayas de définir la date du bac blanc, fixé initialement pour le 24 mai prochain au niveau de l'ensemble des établissements scolaires au niveau



Les élèves de terminale n'ont pas encore passé leurs examens.

national. Ces mesures sont-elles suffisantes pour réduire l'impact de la grève?

Selon Messaoud Boudiba, chargé de communication au Cnapeste «toutes les mesures

de Benghebrit ne serviront à rien tant que la grève se poursuit. Elle a tenté de jouer la carte des examens en les programmant pour le mois de février mais ça n'a pas marché. Les examens ne peu-

vent pas avoir lieu car les enseignants grévistes ne vont faire ni les examens ni les corrections».

Boudiba qui dit que son syndicat fait appel aux pouvoirs publics pour réagir et non pas à la ministre de l'Education, souligne toutefois que l'année scolaire n'est pas encore perdue et les cours peuvent encore être rattrapés; il rejoint d'ailleurs l'avis de la ministre de l'Education et estime que «le plus important ce n'est pas le déroulement des examens du deuxième trimestre mais le rattrapage des cours».

Pour Idir Achour, président du conseil des lycées d'Algérie (CLA), les élèves de terminale vont être évalués normalement au troisième trimestre mais à raison de 70% du programme.

S. A.

MOHAMED BOUCHAKOUR, ENSEIGNANT UNIVERSITAIRE :

«Les deux parties sont responsables de l'échec»

La grève dans le secteur de l'éducation perdure et suscite les plus vives inquiétudes chez les citoyens. Nous avons interrogé Mohamed Bouchakour, enseignant universitaire, pour avoir son avis sur les chances que ce conflit débouche rapidement sur une issue susceptible de sauver l'année scolaire. Il estime que «la situation est à la fois complexe et confuse, mais que la reprise immédiate des cours passe par un gel de la grève et la reprise des négociations sur de nouvelles bases en attendant une prise en main institutionnelle systématique des problèmes dans lequel est empêtré ce secteur».

Le Soir d'Algérie : Que pensez-vous de la grève qui sévit dans le secteur de l'éducation ?

Mohamed Bouchakour : Les problèmes dans lesquels est empêtré le secteur de l'éducation en font un véritable panier à crabes où l'urgent se mêle au fondamental, où l'objectif est en grande partie submergé par le subjectif, où les résultats anciens de la mauvaise gouvernance se sont sédimentés au point où la situation est devenue très complexe et aussi très confuse.

Le commun des mortels n'a rien compris à ce qui se passe. Quand on écoute la ministre et le Cnapeste, on trouve que tous les deux ont raison. En même temps, les deux se disent désolés que ce soient les élèves qui sont lésés. A ce conflit, s'ajoute la manière dont celui-ci est géré aussi bien du côté des pouvoirs publics, où on note l'éclipse des plus hautes autorités du pays, que du côté des syndicats, qui se sont enfermés dans une seule forme de revendication : la grève générale et illimitée jusqu'à satisfaction des revendications. Cette situation est en train de mettre en péril l'année scolaire. Plus que cela, elle consacre l'échec partagé des deux principaux partenaires à trouver des solutions aux questions qu'ils ont pris l'initiative de sou-

lever, et de là, elle signe le fiasco du système éducatif dans son ensemble.

Le mot fiasco n'est-il pas trop fort ?

Comment qualifier une situation où les principaux protagonistes n'arrivent pas à se mettre d'accord sur une issue à des problèmes et à un blocage qu'ils sont les premiers à devoir chercher. A des degrés différents, les deux parties sont responsables de l'échec de leurs négociations et comme ce sont elles qui décident ensemble du sort du conflit qui les oppose, elles sont coresponsables de ce fiasco. Bien sûr chacun peut rejeter la responsabilité sur l'autre, comme ils l'ont fait par l'intermédiaire de la presse. Mais pour les tiers, parents d'élèves et citoyens en général, il y a fiasco du système éducatif à cause des problèmes qui le minent et de l'incapacité des pouvoirs publics et des partenaires sociaux à les résoudre. Le résultat actuel est strictement le même que celui qu'on aurait obtenu si ces deux acteurs-clés s'étaient cyniquement mis d'accord pour laisser le système éducatif sombrer dans la banqueroute. Sauf que, là, ils nous ont distraits en couvrant le fracas de cet effondrement par des palabres inutiles clôturées par des querelles stériles.

Pourquoi ce conflit a-t-il pris l'allure d'un bras de fer qui fait maintenant planer le risque de l'année blanche ?

Il ne pouvait prendre que cette allure et finir dans l'impasse. Vous avez d'un côté des syndicats libres qui ont une ligne fortement revendicative et corporatiste, et de l'autre, un ministère qui a une faible capacité de manœuvre et ne peut en général répondre que par des promesses ou, au mieux, par des engagements pour lesquels il ne dispose d'aucune garantie. C'est une guerre de tranchées où chacun use de ses armes. Mais rassurez-vous, les pouvoirs publics ne peuvent pas politiquement se payer le luxe d'une année blanche. Vous verrez que l'année sera validée même si le volume horaire assuré aura été au final divisé par deux, par trois, par quatre... Et une telle forfaiture ne gênera ni les pouvoirs publics, ni les syndicats, car les dégâts seront supportés par



Les élèves lésés.

les élèves qui restent avec leurs parents les maillons faibles du système.

Il faudra tout de même que, tôt ou tard, quelqu'un cède. Qui le fera d'après vous, le ministère ou le syndicat ?

Je crois que les deux camps sont en train de comprendre que la situation de blocage actuelle est devenue nuisible pour chacun d'eux auprès de l'opinion publique et en premier lieu les familles des quelque 8 millions d'élèves : le ministère et derrière lui l'Etat algérien, pour sa défaillance à assurer le droit constitutionnel à l'enseignement, et les syndicats pour avoir abusé d'une forme de lutte qui est dans la tradition syndicale un recours ultime et dosé, d'autant plus que les retombées sont graves et n'affectent pas les pouvoirs publics en tant qu'employeur, mais les citoyens de demain qui ne sont redevables de rien. Aussi, il est de l'intérêt bien compris des deux parties de se retrouver immédiatement autour de la table et de ne pas lever la séance avant d'avoir trouvé un accord mutuellement satisfaisant qui permette la reprise des cours.

Ce n'est pas en retournant négocier avec des concessions de part et d'autre qu'ils perdront la face, c'est en étant défailants devant la société.

A quoi ressemblerait un tel accord ?

Un accord autour d'un gel de la grève pourrait être rapidement possible, mais seulement sur une nouvelle base qui serait

faite de principes de transparence, d'efficacité et de redevabilité publique. Je pense ici à un agenda de négociations et de mise en œuvre des décisions prises, à une implication du Premier ministre, voire même de la présidence de la République dans le processus, au principe de comptes-rendus publics sur le déroulement du processus et ses résultats. Sur cette base, un gel de la grève épargnerait les élèves et donnerait l'occasion d'une reprise en main dans la prise en charge des revendications des uns et des exigences d'un système éducatif digne de ce nom que doit défendre l'Etat. Rendez-vous serait pris pour la fin de l'année scolaire.

A cette échéance, les connaissances auront été transmises aux élèves et le syndicat aura toujours la latitude de reprendre la grève mais sous une autre forme, plus loyale celle-là, parce qu'elle lèse « l'adversaire » attiré et pas d'innocentes victimes collatérales: la grève des jurys.

Un dernier mot ?

Il est temps de soustraire un secteur aussi sensible et aussi stratégique que celui de l'éducation nationale à l'indigence lassante des confrontations Cnapeste - ministère, pour le confier à un conseil national de l'éducation. Seule une telle instance pourrait prendre en charge les défis de ce secteur dans toutes ses dimensions, y compris socioprofessionnelles, avec la haute vue et l'autorité nécessaires.

Ryad Kebli